

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques  
Antenne de Bayonne  
6, allées marines  
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 28/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Société Nouvelle des Gravières de Gouts**

Société Nouvelle des Gravières de Gouts  
L'Amaniou  
40 400 Gouts

Références : DREAL/UBD40-64/D2025\_9899  
Code AIOT : 0005204084

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement Société Nouvelle des Gravières de Gouts implanté L'Amaniou 700 route d'Estages 40 400 Gouts. L'inspection a été annoncée le 26/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection objet du présent rapport s'inscrit dans le cadre de la procédure de cessation d'activité, l'arrêt définitif des installations ayant été notifié au préfet par lettre recommandée avec accusé de réception le 20 décembre 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société Nouvelle des Gravières de Gouts
- L'Amaniou 700 route d'Estages 40 400 Gouts
- Code AIOT : 0005204084
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société Nouvelle des Gravières de Gouts bénéficie d'un récépissé de déclaration en date 06 mars 1980 pour des installations de broyage-concassage sur le territoire de la commune de Gouts au lieu-dit « L'Amaniou ».

En 2009, l'exploitant a déposé un dossier de déclaration concernant l'exploitation d'une station de transit de matériaux d'une surface 2,98 ha sur des terrains adjacents au site accueillant les installations de traitement.

Les différentes évolutions de la nomenclature ont fait l'objet d'une mise à jour par la DREAL du classement applicable à ces différentes installations par courrier daté du 08 décembre 2016, qui précise que les installations de broyage-concassage et la station de transit associée sont respectivement soumises au régime de l'enregistrement sous les rubriques 2515-1-b et 2517-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ce qui les soumet aux prescriptions générales applicables en la matière.

La Société Holding ROY est propriétaire de la Société Nouvelle des Gravières de Gouts depuis 2018. Par LRAR n°2C 176 318 4891 8, datée du 20 décembre 2024, l'exploitant a notifié au préfet la mise à l'arrêt définitif des installations.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Attestation de mise en sécurité du site	Code de l'environnement du 27/11/2025, article R512-39-1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Mémoire de réhabilitation	Code de l'environnement du 27/11/2025, article R512-39-3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Attestation travaux	Code de l'environnement du 27/11/2025, article R512-39-3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bien que l'arrêt définitif des installations ait été notifié au préfet par LRAR le 20 décembre 2024, l'exploitant n'a toujours pas transmis au préfet les documents prévus à l'article R512-39-1 et suivants du code de l'environnement :

- l'attestation de mise en sécurité du site ;
- le mémoire de réhabilitation accompagné de l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site ;
- l'attestation travaux.

La procédure de cessation d'activités encadrée par l'article R512-39-1 et suivants a été rappelé à l'exploitant par courrier électronique du 15/07/2025.

Des faits similaires ont été constatés en 2025 concernant une installation exploitée dans le département des Landes par la même société Holding Roy propriétaire de la « Société Nouvelle des Gravières de Gouts ».

Aussi, l'inspection des installations classées propose à M. le préfet de mettre en demeure dès à présent la société « Société Nouvelle des Gravières de Gouts » de respecter ses obligations réglementaires.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Attestation de mise en sécurité du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/11/2025, article R512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation d'activité

**Prescription contrôlée :**

I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

[...]

III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement [...]

**Constats :**

L'arrêt définitif des installations a été notifié au préfet par Lettre RAR n°2C 176 318 4891 8 datée du 20 décembre 2024.

Le courrier indique :

- une mise à l'arrêt définitif des installations au 30/04/2025 ;
- une remise en état du site pour le 30/06/2025.

L'exploitant n'a pas transmis l'attestation de mise en sécurité du site à l'inspection des installations classées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant la transmission de l'attestation de mise en sécurité prévue au R512-39-1 du code de l'environnement.

L'inspection rappelle que la procédure de cessation d'activités encadrée par l'article R512-39-1 et suivants a été rappelé à l'exploitant par courrier électronique du 15/07/2025.

De plus, des faits similaires ont été constatés en 2025 concernant une autre installation exploitée dans le département des Landes par la même société Holding Roy propriétaire de la « Société Nouvelle des Gravières de Gouts ».

Aussi, l'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure dès à présent la société « Société Nouvelle des Gravières de Gouts » de respecter les prescriptions de l'article R512-39-1 du code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 2 : Mémoire de réhabilitation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/11/2025, article R512-39-3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées [...]</p> <p>Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant, pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> <p>L'entreprise chargée de fournir l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, prévue au précédent alinéa, peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation.</p> <p>Dans le cas où l'attestation indique que l'installation est à l'origine d'une pollution des milieux et que l'exposition des populations sur le site ou à proximité de celui-ci ne peut être exclue, l'exploitant transmet une copie du mémoire de réhabilitation, accompagné de son attestation, à l'agence régionale de santé concernée et en informe le préfet. L'agence régionale de santé fait part au préfet de ses observations dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la réception de l'attestation.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'arrêt définitif des installations a été notifié au préfet par LRAR daté du 20 décembre 2024. La notification indique la mise à l'arrêt définitif du site au 30/04/2025.</p> <p>Le mémoire de réhabilitation accompagné de l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, qui auraient dû être transmis à l'inspection au plus tard le 30 octobre 2025, ne sont pas disponibles.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'inspection demande à l'exploitant la transmission du mémoire de réhabilitation accompagné de l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site.</p> <p>L'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure dès à présent la société « Société Nouvelle des Gravières de Gouts » de respecter les prescriptions de l'article R512-39-3 du code de l'environnement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Attestation travaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/11/2025, article R512-39-3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b> III.- Lorsque les travaux prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation sont réalisés, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. La conformité des travaux s'apprécie au regard notamment des mesures de gestion prévues et des travaux réalisés, ainsi que des dispositions mentionnées au c du 2° du I, actualisées si nécessaire. L'exploitant transmet cette attestation au préfet, au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, ainsi qu'aux propriétaires des terrains. Il précise, le cas échéant, les dispositions actualisées mentionnées au c du 2° du I qu'il s'engage à mettre en œuvre et les éléments nécessaires à leur établissement. L'entreprise chargée de fournir l'attestation prévue au précédent alinéa peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation défini au I ou qui a délivré l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site. Elle ne peut être la même que celle qui a réalisé tout ou partie des travaux. Dans le cas où l'exploitant ne démontre pas que la pollution résiduelle du site, après mise en œuvre des mesures de gestion, permet de garantir la compatibilité du site avec les usages mentionnés aux 3° et 6° de l'article D. 556-1 A, il remet au préfet, en même temps que l'attestation prévue aux alinéas précédents, un projet de secteur d'information sur les sols au sens de l'article L. 125-6.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'est pas en mesure de présenter l'attestation de conformité des travaux.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'inspection demande à l'exploitant la transmission l'attestation de conformité des travaux. L'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure dès à présent la société « Société Nouvelle des Gravières de Gouts » de respecter les prescriptions de l'article R512-39-3 du code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois